


Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-142-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-142**

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : ELECTION D'UN ADJOINT

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le poste de Premier Adjoint au Maire étant vacant, il convient de pourvoir à son remplacement.

Par arrêté du 5 octobre 2018, notifié à l'intéressé le 8 octobre, j'ai décidé le retrait des délégations données à M. Rudy LLANOS, 1^{er} Adjoint. Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, en pareil cas, le Maire est tenu de convoquer sans délai le Conseil municipal afin que celui-ci délibère sur le maintien de l'adjoint en cause dans ses fonctions, en application du dernier alinéa de l'article L.2122-18 du CGCT.

A cette même date du 8 octobre, nous est parvenue la lettre de démission du 1^{er} adjoint, que j'ai aussitôt transmise au Préfet.

Or, en date du 11/10, soit 2 jours après l'envoi des convocations pour cette séance, la Préfecture m'informait que M. LLANOS ayant saisi le Maire et non le Préfet de sa démission, il lui était impossible de se prononcer, sans être officiellement saisi par l'intéressé.

Aussi, préalablement à l'examen de la question du remplacement de M. LLANOS, je vous ai proposé de nous prononcer sur son maintien dans ses fonctions d'adjoint.

Vu l'article L2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un nouvel adjoint, le conseil municipal peut décider qu'il occupera, dans l'ordre du tableau, le même rang que l'élue qui occupait précédemment le poste devenu vacant.
Vu le code électoral,
Vu la délibération du 5 avril 2014 relative à l'élection des adjoints au Maire et à l'ordre du tableau des adjoints en résultant,

Conformément aux dispositions du CGCT, le conseil municipal doit procéder au vote à bulletin secret afin d'élire un nouvel adjoint au Maire,

Après en avoir délibéré, Monsieur le Maire propose :

- de procéder, à l'élection d'un adjoint au maire, à bulletin secret, qui occupera dans l'ordre du tableau le rang d'adjoint n°1,
- après l'élection de mettre à jour le tableau des adjoints.

Appel à Candidatures :

- M. Emile ANFOSSO

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à procéder à l'élection de l'adjoint.

Il rappelle que, lorsque l'élection d'un adjoint se déroule au scrutin uninominal, celui-ci est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu (art. L. 2121-4, L. 2122-7, L. 2122-7-1 et L. 2122-7-2 du CGCT).

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

nombre de conseillers présents non votants : 0
nombre de votants : 41
nombre de blancs : 7
nombre de nuls : 3
nombre de suffrages exprimés : 31
majorité absolue : 16

a obtenu :

- M. Emile ANFOSSO : 31

Monsieur Emile ANFOSSO ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés est proclamé 1er Adjoint.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-143

INTERCOMMUNALITE

Objet : RAPPORT D'ACTIVITE DE SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - EXERCICE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, aux maires de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être entendus.

Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

J'ai donc l'honneur de porter à votre connaissance le rapport d'activité de Thau Agglomération pour l'année 2017.

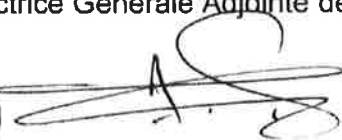

Ce document contient, ainsi que le prévoit la réglementation, les éléments du compte administratif tel qu'il a été adopté par le conseil communautaire, et permet d'offrir une vision claire des actions réalisées par l'établissement au cours de l'année 2017.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

PREND ACTE du rapport d'activité 2017 de la communauté d'agglomération Sète Agglopôle Méditerranée, annexé à la présente délibération.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-144

SERVICES TECHNIQUES

Objet : DENOMINATION DE VOIE - RUE DU PHARE DE ROQUEROLS

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La cessation d'activités sur Sète de la Société FLEXSYS a permis de libérer un espace foncier de près de 11 ha et d'y créer un lotissement industriel venant en extension de la ZAE des Eaux Blanches.

Pour pouvoir desservir les nouvelles parcelles ainsi créées, il a été nécessaire de créer une nouvelle voie qu'il convient aujourd'hui de dénommer.

Ainsi, afin de conserver le thème dans la dénomination des rues de cette zone en lien avec les étangs, il est proposé de dénommer la voie qui débute avenue des Eaux Blanches et se termine rue d'Ingril, rue du Phare de Roquerols, point symbolique qui sert à déterminer la nouvelle limite de Cette lors de l'extension de la commune en 1857, à l'intersection des communes de Sète, Mèze, Bouzigues et Frontignan.


Après en avoir délibéré, le conseil municipal

ADOpte cette dénomination,

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-145

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC D'UNE EMPRISE A
EXTRAIRE DE LA PARCELLE CI 338

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Commune est propriétaire d'une grande parcelle cadastrée section CI n°338, d'une superficie de 8082 m², appartenant au Domaine Public Communal, correspondant au terrain d'assiette des équipements publics de la Presqu'île de Thau (centre commercial, mosquée, église, centre social).

Le futur projet de rénovation urbaine de l'île de Thau, qui s'inscrit dans le cadre d'une convention pluriannuelle à signer avec l'ANRU, prévoit la restructuration du centre commercial « les boutiques de Thau », qui en est l'un des axes majeurs. Cette nouvelle polarité commerciale ouverte sur le quartier sera créée à proximité de l'actuel centre, qui sera démoli pour faire place à un pôle d'équipements publics et de loisirs.

Selon les termes de la convention partenariale qui sera conclue entre l'opérateur EPARECA (Etablissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux), Sète Agglopôle Méditerranée et la ville de Sète, la ville acquerra les locaux commerciaux qu'elle ne maîtrise pas, prendra en charge les transferts des commerçants de l'ancien

centre commercial vers le nouveau, démolira le bâtiment actuel et cèdera à l'EPARECA le terrain nécessaire à la construction du futur centre commercial nu et prêt à bâtir.

C'est dans ce contexte que la ville doit prévoir la cession d'une emprise correspondant aux abords du centre social Nicolas Gabino, conformément aux nécessités du projet du futur centre commercial, actuellement affectée à l'usage direct du public (stationnements) et appartenant au Domaine Public Communal conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui fixe les critères de la domanialité publique.

Le Domaine Public étant par principe inaliénable, la partie de la parcelle CI °338 doit être nécessairement déclassée avant toute cession.

Une division parcellaire devra intervenir et la partie restante demeurera dans le Domaine Public. La procédure de déclassement se réalise en deux étapes : le bien doit faire l'objet d'une désaffectation et un acte juridique de déclassement doit être pris après enquête publique (le code de la voirie routière et notamment les articles R 141-4 et suivants imposent qu'il y ait une enquête publique à partir du moment où l'opération de déclassement a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de circulation de la voie).

Conformément aux dispositions de l'article L 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement. Ce délai pourra être prolongé jusqu'à 6 ans si cette désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, restauration ou d'aménagement.

Ainsi, compte tenu de la vocation actuelle du centre social Nicolas Gabino et de ses abords directs qui en permettent l'accès et la desserte, cette désaffectation ne pourra prendre effet qu'une fois le relogement des activités et la démolition du centre réalisés, dans un délai qui sera précisé dans l'acte définitif de déclassement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

- ENGAGE** la procédure de déclassement du Domaine Public de la parcelle cadastrée CI n°338 pour une superficie d'environ 1300 m²
- DECIDE** la désaffectation de la parcelle CI n°338 pour une superficie d'environ 1300 m²
- AUTORISE** Monsieur le Maire ou l'Elu délégué à prendre les mesures nécessaires à la désaffectation et au constat de son effectivité
- AUTORISE** Monsieur le Maire à désigner par arrêté municipal un Commissaire enquêteur conformément à l'article R 141-4 du Code de la Voirie Routière

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-146-AI
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-146

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : TRANSFERT DE GESTION AU PROFIT DE LA COMMUNE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DU QUARTIER DE LA PLAGETTE

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par deux délibérations n° D-2012-242 en date du 13 novembre 2012 et n° 2015-120 en date du 22 juin 2015, le Conseil Municipal avait accepté de prendre la gestion du Domaine Public Maritime, depuis le Pont-Levis jusqu'à l'extrémité ouest du chemin des Hirondelles.

La Commune avait par le passé déjà obtenu un transfert de gestion, en 1987, pour permettre la construction de l'échangeur Paul Mersault.

Monsieur le Sous-Préfet a proposé à la Commune de transférer la gestion, toujours sur la base de l'article L2123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, du Domaine Public Maritime, sur le quartier de la Plagette.

Cette proposition présenterait un quadruple intérêt :

- Une cohérence de gestion de l'ensemble du linéaire de bord de l'étang depuis le Pont-Levis jusqu'à l'extrémité de la Plagette, en limite du domaine portuaire régional

- Une gestion de l'ensemble des autorisations d'occupation temporaire de ce linéaire, selon des modalités identiques, avec l'ajout d'une AOT au profit de la station Médimeer et de quatre utilisations de riverains
- La gestion de l'espace de loisirs Joseph-Pascal Repetto, espace qui a été créé sur le DPM par la Ville en accord avec les services de l'Etat
- L'ancien chantier naval ferait l'objet d'un important programme de rénovation, afin de permettre la création d'un site regroupant plusieurs associations autour d'un projet commun, relatif à l'entretien et à la restauration de vieux gréements et de barques ancrés dans l'histoire, la tradition locale, l'environnement culturel et maritime territorial, avec un partage de l'utilisation du site.

Il est donc proposé de délibérer pour demander officiellement le transfert de gestion de ce linéaire du Domaine Public Maritime, sur la base du plan de délimitation ci-annexé.

Ce transfert de gestion pourrait prévoir des modalités similaires à celui opéré en 2015 :

- Pour une durée de 20 ans, à compter de l'arrêté préfectoral opérant ce transfert
- Avec exonération d'une redevance compte tenu de l'importance des charges d'investissement mais aussi d'entretien qui en résulteront
- Avec gestion des A.O.T. et perception des redevances d'occupation
- Le détail des modalités sera précisé par une convention annexée à l'arrêté municipal selon des termes identiques à la convention signée en 2015 et annexée à la délibération du 22 juin 2015

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

DEMANDE à l'Etat le transfert de gestion du Domaine Public Maritime sur le quartier de la Plagette, selon le plan de délimitation ci-annexé

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le moment venu la convention s'y rapportant selon les modalités précédemment décrites et similaires à la convention annexée à la délibération du 22 juin 2015, ainsi que tout document nécessaire à l'application de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 31 – ABSTENTION : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GÉUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-147

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

MARCHES PUBLICS

Objet : MAINTENANCE ET CONTRÔLE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX
RECREATIFS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE
CCAS

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète et le Centre Communal d'Actions Sociales (C.C.A.S.) sont respectivement propriétaire et gestionnaire de parcs récréatifs destinés aux jeunes enfants. Dans un souci d'optimisation de gestion, de rationalisation des dépenses publiques, d'harmonisation des prestations, de maintien dans un même état de fonctionnalité et de conformité de l'ensemble des sites, et de sécurisation de la commande publique, la Ville de Sète et le C.C.A.S. proposent la constitution d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché public.

Ce groupement de commandes est constitué selon les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance du 23 juillet 2015.

Le groupement a pour objectif de couvrir un besoin précis, celui de lancer une seule consultation dont l'objet est la maintenance et le contrôle des aires collectives de jeux récréatifs.

Le marché sera passé sous la forme d'accord-cadre à bons de commande avec maximum défini en valeurs. Il sera conclu pour une période initiale d'un an et pourra être reconduit pour la même durée dans la limite de 4 ans.

Les montants maximum d'engagement pour chaque membre du groupement sont indiqués dans la convention.

Le montant total maximum du marché sur la durée totale d'exécution tous membres confondus est de 125 000 € HT (100 000 € HT/Ville - 25.000 € HT /CCAS).

En conséquence, la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la convention annexée à la délibération.

La Ville de Sète assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et procèdera, en concertation avec les membres à l'organisation de la totalité de la procédure et des opérations de sélection des titulaires. La Ville de Sète exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Conformément à l'article 28.II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, La Ville de Sète sera chargée de signer et de notifier le marché pour l'ensemble des membres.

Chaque membre du groupement, s'assurera, pour la partie lea concernant, des commandes et du paiement des prestations.

La convention de groupement sera soumise dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil d'Administration du CCAS.

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché à passer, soit de sa signature par l'ensemble des parties jusqu'à l'expiration dudit marché

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

ADOpte les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes publiques pour la maintenance et contrôle des aires collectives de jeux récréatifs,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant, à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-148-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-148

MARCHES PUBLICS

Objet : FOURNITURES ET SERVICES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28.II

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment ses articles 25, 66 à 68, 78 et 80,

Notre collectivité doit réaliser ses besoins en matière de fournitures et services courants.

Sète agglomération Méditerranée (SaM), dans une démarche de mutualisation par projet, a proposé la création d'un groupement de commandes publiques concernant plusieurs familles d'achat déterminées en collaboration avec chacun des membres du groupement.

Ces familles d'achat sont les suivantes :

- Maintenance des équipements
- Signalisation routière
- Gardiennage de bâtiments et de sécurisation des manifestations
- Carburants
- Fourniture de produits d'hygiène
- Surveillance des installations d'eau chaude sanitaire (légionella)
- Caractérisation des enrobés bitumeux (amiante HAP)
- Fourniture de granulats
- Fourniture de bois et de dérivés de bois
- Fournitures scolaires

En conséquence, la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la présente convention.

SaM assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et procédera, en concertation avec les membres à l'organisation de la totalité de la procédure et des opérations de sélection des titulaires. SaM exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Conformément à l'article 28.II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, SaM sera chargée de signer et de notifier les marchés pour l'ensemble des membres. Chaque membre du groupement, s'assurera, pour la partie la concernant, de la bonne exécution notamment en ce qui concerne les commandes et le paiement des prestations.

Pour chacun en ce qui les concerne, le groupement prendra fin à l'issue de la réalisation des prestations indiquées aux articles D et F de la présente convention pour l'ensemble des familles d'achat concernées.

Les marchés seront passés sous la forme d'accords-cadres à bons de commande avec maximum définis en valeurs et seront conclus pour 4 ans.

Les montants maximum d'engagement par famille d'achats et pour chaque membre du groupement sont indiqués sur le tableau annexé à la convention.

Le montant total maximum des marchés sur la durée totale d'exécution tous membres confondus est de **14 511 680 € HT**.

La convention soumise à votre approbation concernant SaM et la commune de SETE, le détail des montants maximum annuels respectifs est de 938 800,00€ et de 1 294 200,00€ HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

ADOpte les termes de la convention constitutive générale de groupement de commandes publiques 2018.

Autorise le Maire ou son représentant, à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant.

AUTORISE

le Président de Sète agglomération méditerranée ou son représentant, à signer les marchés à intervenir ou tout document s'y rapportant, dans la stricte limite du montant maximal fixé par famille d'achat par chaque membre.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-149

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE CONFIEE A LA SOCIETE SODEXO
- COMPTE RENDU D'ACTIVITES 2016/2017 DU DELEGATAIRE

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Blandine AUTHIE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le délégataire d'un service public doit produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et une analyse de la qualité du service.

Ce rapport doit être accompagné d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution de ce service public

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

PREND ACTE

du compte rendu annuel d'activité pour l'année 2016/2017,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte se rapportant à l'application de la présente délibération.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-150-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-150**

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : EXPLOITATION DES JEUX DU CASINO - ANNEES 2019 A 2022 - CONTRAT DE
DELEGATION DE SERVICE PUBLIC A PASSER AVEC LA SAS SETE LOISIRS -
AUTORISATION DE RECETTE**

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

Après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 26 juin 2018, le Conseil municipal a décidé par délibération en date du 27 juin 2018 de lancer une procédure de délégation de service public pour l'exploitation des jeux du Casino de Sète, à compter du 1^{er} mars 2019, jusqu'au 31 octobre 2022.

Les différents avis de concession ont été publiés au BOAMP le 06 juillet 2018, au JOUE le 07 juillet 2018, et dans un journal spécialisé « Journal des Casinos » n°350 du vendredi 20 juillet 2018.

La date limite de dépôt des plis était fixée au 06 août 2018 à 12 heures.

Une candidature a été réceptionnée, celle de la « SAS SETE LOISIRS », sise à Sète, 45 place Edouard Herriot.

La Commission de Concession de Service Public s'est réunie :

- le 07 août 2018, pour l'ouverture de la candidature,
- le 20 août 2018, pour la déclaration de recevabilité de cette candidature et l'ouverture de son offre,
- le 03 septembre 2018, où elle a émis son avis favorable à l'engagement de négociations avec le candidat en proposant des axes de négociations.

A la suite, il a été procédé aux négociations par courrier en date du 05 septembre 2018, et réponse en date du 11 septembre 2018.

Au terme de la négociation, Monsieur le Maire a retenu le candidat « SAS SETE LOISIRS » et soumet son choix à votre approbation.

Le projet de contrat présente les caractéristiques ci-après:

- Le délégataire a pour mission d'exploiter le Casino de SETE conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux jeux de hasard et à ses risques et périls. Le délégataire percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation.
- Outre l'activité relative aux jeux, l'exploitation du casino comportera deux autres activités: le spectacle et la restauration.
- Dans le cadre de ses obligations de service public, le délégataire s'engage à contribuer au rayonnement touristique, culturel et artistique de la ville en organisant de manière régulière, tout au long de la durée de la délégation des manifestations, spectacles, animations, dont 2 journées de prestige, et affecter à cet effet au moins 1.5 % de son chiffre d'affaires.
- Au titre du partenariat/sponsoring, le délégataire s'engage à apporter une aide financière (dotation, communication, logistique...) correspondant à une somme annuelle minimum de 5.000 €.
- Le délégataire s'engage à contribuer au développement touristique de la station par le versement annuel d'une somme de 25 000 € à l'Office de Tourisme de Sète, révisable.
- Le délégataire s'engage à réserver gratuitement 10 jours par an la salle de spectacles à la Commune ou aux manifestations, dans le cadre de manifestations réunions ou conférences d'intérêt général, à but non lucratif, à caractère culturel, artistique, touristique, sportif, social ou autre, à l'exclusion de manifestations à caractère religieux ou politique. La mise à disposition de locaux est effectuée à titre gracieux, dans la limite de l'effectif maximum autorisé et comprend toutes les prestations d'accueil, de montage et démontage, de sécurité, de restauration et bar, de technique, de sonorisation, ainsi que le personnel affecté habituellement à ces prestations.
- Le délégataire versera à la Commune un prélèvement de 12.25 % sur le produit brut des jeux, calculé selon les dispositions des articles L. 2333-54 et L. 2333-55-1 du code général des collectivités territoriales,

Le contrat court à compter du 1^{er} mars 2019, sous réserve des dispositions particulières de son entrée en vigueur, et notamment de l'autorisation ministérielle de jeux. Il prendra fin au 31 octobre 2022.

Conformément aux articles L. 1411-5 et L. 1411-7 du CGCT, chaque Conseiller municipal a reçu quinze jours avant la présente délibération, un CD Rom contenant notamment:

- un rapport de présentation relatif aux éléments de procédure de mise en concurrence, aux critères d'analyse et aux motifs de choix opérés par Monsieur le Maire,
- un exemplaire du contrat de délégation de service public,
- les différents avis des commissions de concession susvisées, accompagnés des pièces annexes.


A l'issue de cette procédure, au vu des critères de choix énumérés dans le règlement de la consultation, la prise en compte par la collectivité de l'avantage économique global conduit à proposer de retenir pour la gestion du service public des jeux de hasard du casino pour les années 2019 à 2022 le candidat suivant : S.A. « SETE LOISIRS ».

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

<u>APPROUVE</u>	le choix de la Société « SAS SETE LOISIRS » pour la délégation des jeux de hasard du casino pour les années 2019-2022,
<u>APPROUVE</u>	le projet de contrat de délégation de service public,
<u>AUTORISE</u>	Monsieur le Maire ou l'élu délégué à signer ce contrat de délégation de service public, ainsi que toutes pièces annexes,
<u>EMET</u>	un avis favorable à la demande d'autorisation ministérielle pour exploiter tous jeux agréés par le Ministère de l'Intérieur, qui sera sollicitée par la SAS « SETE LOISIRS »,
<u>AUTORISE</u>	le Trésorier municipal à faire recette sous les imputations suivantes : Nature : 7364 – Fonction : 91 – Service DOPB Nature : 1388 – Fonction : 91 – Service DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de  *sète*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-151**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE N°2, 9, 15 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 2019-2021 - LANCEMENT DE LA PROCEDURE - FIXATION DU MONTANT DES REDEVANCES DOMANIALES - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

Par arrêté préfectoral n° 2010-I-940 du 12 mars 2010, l'Etat a concédé à la Ville pour une durée de 12 ans (2010-2021), en vue de leur équipement-entretien-exploitation et sur la base d'un cahier des charges réglementaire, les plages naturelles du littoral situé de Sète à Marseillan.

Aux termes de ce cahier des charges, 18 lots, réservés à la location de matériels avec ou sans engins motorisés, avec ou sans restauration et à des jeux de plage, ont été répartis sur le lido communal.

Pour l'exploitation des saisons 2018 à 2021, une consultation a été menée dans les conditions définies par les dispositions précitées du C.G.P.P.P., de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession, afin d'attribuer quinze de ces lots de plage.

Toutefois, à l'issue de cette procédure, trois lots n'ont pu être attribués, faute de candidats :

- le lot 2,
- le lot 9,
- le lot 15.

Il est proposé de lancer une procédure en vue de désigner les délégataires des trois lots susvisés, pour les saisons 2019 à 2021 incluse.

Conformément à la réglementation, la Commission Consultative des Services Publics a émis un avis favorable le 11 octobre 2018 sur le principe de cette délégation de service public.

En outre, en application de l'article L1411-4 du CGCT, le rapport joint à la présente développe les objectifs poursuivis, le contenu des prestations demandées aux exploitants et les conditions de prolongation éventuelle.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, je vous invite à vous prononcer sur le principe du lancement d'une procédure de délégation du service public des bains de mer, pour l'exploitation des lots tels que décrits ci-après.

N° LOT	Position des lots	Affectation des lots	Superficie (m²)	Surface maximale des plate-formes + terrasses (m²)	Redevance annuelle
2	X=707898.4790 Y=122414.1848	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	800	320	25 000,00 €
9	X=706262.9396 Y=121685.4665	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1 000	400	33 000,00 €
15	X=700751.1781 Y=116032.7181	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration (périmètre protection redoute Castellàs)	1 000	400	15 000,00 €

Les redevances ci-dessus correspondent à une occupation du domaine public sur une saison complète. Pour la saison 2019, cette redevance sera proratisée en fonction de la date de signature des sous-traités d'exploitation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

APPROUVE le principe du lancement d'une procédure de Délégation de Service Public en vue de l'exploitation des lots de plage n° 2, 9 et 15, pour les années 2019 à 2021 incluse, sur la base du rapport annexé à la présente,

ADOpte les projets de conventions d'exploitation des lots de plage et le cahier des prescriptions architecturales ci-annexés,

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'élu délégué à engager la procédure de consultation, lancer l'appel à candidatures et accomplir tous les actes préparatoires à la passation des conventions d'exploitation,


FIXE

les montants des redevances domaniales dues par les futurs attributaires des lots de plage 2019-2021, tel qu'indiqués ci-dessus,

AUTORISE

le Trésorier municipal à en faire recette, le moment venu, sous l'imputation :
Nature : 7083 – Fonction : 91 – Service : DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
~~La Directrice Générale Adjointe des Services~~

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-152-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-152

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : EXPLOITATION DU STATIONNEMENT - AVENANT N° 2 A LA CONVENTION PASSEE AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Vincent SABATIER Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par convention de délégation de service public, approuvée par le Conseil Municipal du 30 novembre 2015 et signée le 14 décembre 2015, la Commune de Sète a confié à la SPL du Bassin de Thau la délégation de service public de stationnement concernant l'exploitation de parkings en ouvrage ainsi que le stationnement payant en voirie.

Ce contrat prend la forme d'un contrat d'affermage et, est conclu pour une durée de vingt ans à compter du 1er janvier 2016.

Lors du Conseil Municipal du 30 novembre 2015, la Ville a choisi de déléguer le service public du stationnement à une SPL. Un des objectifs identifiés comme enjeu de la politique publique de stationnement était de répondre aux besoins nouveaux de stationnement en ouvrage.

A la suite d'une étude de faisabilité économique et technique, la commune souhaite compléter l'offre de stationnement par la réalisation de trois nouveaux parkings en ouvrage, proches du centre-ville situés Place Stalingrad, Place Aristide Briand et Quai de la Consigne.

La réalisation de ces ouvrages requiert des moyens humains et matériels dont ne dispose pas la Ville.

De plus, la mutualisation de gestion de ces nouveaux ouvrages avec celle des parkings existants permet une optimisation économique du service public de stationnement. Ces ouvrages sont donc intégrés dans le périmètre de la convention de concession initiale, et donc confiés à la SPL qui en assurera le financement des investissements et en assumera le risque d'exploitation.

La durée de la convention pour ces nouveaux ouvrages est modifiée en conséquence à 25 ans pour tenir compte de la durée d'amortissement des investissements et des emprunts réalisés par la SPL.

La commune conserve le contrôle du service et est associée aux politiques commerciales, de marketing, de communication et d'information mises en œuvre par la SPL. Elle assure le contrôle du suivi technique, commercial, financier et juridique de la convention de délégation de service public.

D'autre part, après les derniers investissements réalisés en 2018 (horodateurs du périmètre en extension et parking de la crique de l'Anau), la ville souhaite reprendre à sa charge les investissements futurs du stationnement payant en voirie.

Le concessionnaire conservera à sa charge le renouvellement, l'entretien et la maintenance du matériel ainsi que l'organisation de la collecte des redevances.

En application des dispositions de l'article III 5 « Révisions des conditions financières » il est nécessaire d'établir un avenant à la convention

Cet avenant a donc pour objet :


- d'une part de rémunérer la SPL pour la gestion du service public de stationnement payant sur voirie avec pour missions l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble des matériels et équipements du service du stationnement sur voirie qu'ils soient mis à disposition par la ville ou installés par la SPL ainsi que l'organisation de la collecte. Cette rémunération sera composée d'une part fixe et d'une part variable. La part variable annuelle de la rémunération de la SPL constituera une prime de productivité, contrepartie des obligations contractuelles du concessionnaire.
- d'autre part d'intégrer au périmètre initial de la concession, la réalisation et l'exploitation de 3 nouveaux parkings en ouvrage

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

DECIDE D'approuver l'avenant n°2 à la convention de concession Stationnement

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-153

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

PERSONNEL

Objet : ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES - VOTE ÉLECTRONIQUE - ADOPTION DU PRINCIPE

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu l'avis du Comité Technique du 12 octobre 2018,

Le 6 décembre 2018 auront lieu les élections professionnelles des représentants du personnel des 3 versants de la Fonction Publique.

A cet effet, et concernant la Fonction Publique Territoriale, seront élus les représentants du personnel siégeant dans les instances consultatives obligations définies par la loi:

- le Comité Technique (CT),
- le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT),
- les Commissions Administratives Paritaires (CAP),
- les Commissions Consultatives Paritaires (CCP).

Ces élections peuvent désormais se tenir par le biais de la voie électronique.

Le décret n°2014-793 du 9 juillet 2014 entérine cette modalité d'expression des suffrages.

Il s'applique à l'ensemble des élections des représentants du personnel appelés à siéger dans les organismes de concertation énumérés ci-dessus.

L'autorité territoriale peut, par délibération prise après avis du Comité Technique, décider de recourir au vote électronique par internet.

Compte tenu du nombre important d'électeurs aux instances et dans l'objectif de permettre la meilleure participation possible, il est proposé de recourir à cette modalité de vote en combinant les différentes modalités d'expression des suffrages :

- **vote électronique par internet et vote à l'urne.**

MODALITES DE VOTE DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 6 DECEMBRE 2018:

A. Les modalités de fonctionnement du vote électronique par internet

Le vote électronique pourra s'effectuer à partir de tout poste informatique connecté à internet. Les opérations de vote électronique par internet pourront être réalisées sur le lieu de travail pendant les heures de service ou à distance en dehors des heures de service.

Pour se connecter au système, l'électeur devra s'identifier par le moyen d'authentification qui lui aura été transmis par courrier au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin avec une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales.

Ce moyen d'authentification permettra au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et interdit à quiconque de voter de nouveau pour le même scrutin avec le même moyen d'authentification. Une fois authentifié, l'électeur accède aux listes de candidats des organisations syndicales candidates, lesquelles doivent apparaître simultanément à l'écran.

Le vote blanc est possible.

L'électeur est invité à exprimer son vote. Le vote doit apparaître clairement à l'écran avant validation et doit pouvoir être modifié avant validation.

La validation rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé. Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment.

L'émargement fait l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement de l'électeur font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.

1. Les jours et heures d'ouverture et de clôture du scrutin

Il est proposé d'ouvrir le vote électronique **du lundi 3 décembre 2018 à 9h00 au mercredi 5 décembre 2018 à 17h**, soit 3 jours.

2. Rappel des principales dates du calendrier électoral

- Date limite de publicité des listes électorales par voie d'affichage dans les locaux administratifs : **3 octobre 2018** : soit 60 jours avant l'ouverture du vote électronique),
- Date limite de modification des listes électorales : **13 octobre 2018**,

- Date limite de dépôt des listes de candidats par les organisations syndicales remplissant les conditions de l'article 9 bis de la loi du 13/07/1983 : **22 octobre 2018**,
- Date d'affichage des listes des candidats : **24 octobre 2018**,
- Date d'affichage des agents admis à voter par correspondance : **2 novembre 2018**.

3. Modalités et consultations des listes électorales et des candidatures et profession de foi

Les listes électorales pour chaque scrutin seront affichées au sein des lieux d'affectation des agents, ainsi que sur la page intranet.

La DRH informera les agents des modalités de consultation des listes électorales.

4. Le recours à un prestataire

Le paramétrage, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique et les modalités d'expertise sont pris en charge par le prestataire, sur la base d'un cahier des charges.

5. La cellule d'assistance technique

Une cellule d'assistance technique est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Cette cellule comprend des membres du comité technique, des représentants des organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin ainsi que des préposés du prestataire.

6. Les bureaux de vote électronique

Il y aura 3 bureaux de vote (bureaux centralisateurs), pour l'ensemble des scrutins.

- 1 bureau de vote situé à l'Hôtel de ville,
- 1 bureau de vote situé au CTM,
- 1 bureau de vote situé au CCAS (villa d'Este).

Pour gérer les bureaux de vote, un Président (et un suppléant), et un Secrétaire (et un suppléant) sont désignés par l'organe délibérant de la collectivité ainsi qu'un Délégué de liste (et un suppléant) désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections et un suppléant pour chacun de ces membres.

Les membres des bureaux de vote sont chargés du contrôle de la régularité du scrutin. Ils assurent le respect des principes régissant le droit électoral.

Les membres des bureaux de vote bénéficieront d'une formation au moins 1 mois avant l'ouverture du scrutin sur le système du vote électronique qui sera utilisé et auront accès à tous documents utiles sur le système de vote électronique.

Un arrêté précisera l'identité des membres des bureaux de vote.

7. Les clés de chiffrement et répartition

Conformément à l'article 12 du décret n° 2014-793 du 09/07/2014, les membres des bureaux de vote détiennent, chacun, une clé de chiffrement. La répartition proposée est la suivante : une clé pour le Président, une clé pour le Secrétaire et une clé par Délégué de liste avec un nombre minimum de 3 clés requises, pour le dépouillement des bulletins de vote.

8. La mise en place d'une assistance au vote

Une assistance, en ligne téléphonique, chargée de répondre aux électeurs afin de les aider dans l'accomplissement des opérations électorales est mise en place par le prestataire, pendant toute la période du vote, selon les horaires définis avec le prestataire sélectionné.

9. Les modalités d'accès au vote

Un poste informatique sera mis à disposition des électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, dans une salle permettant le vote de façon confidentielle.

Tout électeur qui se trouve dans l'incapacité de recourir au vote électronique par internet peut se faire assister par un électeur de son choix pour voter sur un poste dédié.

Cette modalité de vote ne sera pas exclusive puisqu'elle sera complétée par un vote à l'urne le 6 décembre 2018.

B. Les modalités de fonctionnement du vote à l'urne

1. L'ouverture du bureau de vote

L'ouverture du vote à l'urne n'a lieu qu'après la clôture du vote électronique. Le Président du bureau de vote dispose, avant cette ouverture, de la liste d'émargement des électeurs ayant voté par voie électronique.

Seuls les électeurs n'ayant pas émis de vote électronique sont admis à voter à l'urne.

2. Le bureau de vote

Il sera institué **un bureau de vote à l'urne**, pour les élections des représentants du personnel au Comité Technique, à la Commission Administrative Paritaire et à la Commission Consultative Paritaire.

Ce bureau de vote se tiendra à la salle Brassens de la ville de Sète.

3. La composition du bureau de vote

Le bureau central de vote sera composé d'un Président et de deux suppléants, d'un secrétaire et d'un suppléant, du ou des représentants désignés par les organisations syndicales présentant une liste de candidats aux élections des représentants du personnel au comité technique, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires, par scrutin. Un arrêté précisera l'identité des membres des bureaux de vote.

4. L'heure d'ouverture et de clôture du scrutin

En cas de coexistence du vote électronique et du vote à l'urne, la durée d'ouverture du vote à l'urne ne peut être inférieure à un jour.

Le bureau de vote ainsi constitué sera ouvert pendant six heures au moins, le **6 décembre 2018 de 09h00 heures à 16h30 heures**.

5. Modalités de vote à l'urne

Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms, et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

C. Clôture des opérations électorales

Le vote électronique est clos le 5 décembre 2018, à 17h, sans dépouillement.

Le vote à l'urne est clos le 06 décembre 2018, à 16h30.

Le recensement des votes électroniques a lieu après la clôture du vote à l'urne.

Le dépouillement du vote à l'urne intervient ensuite, avec recollement des suffrages exprimés selon les 2 voies pour proclamation des résultats.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

DECIDE

d'adopter les modalités de vote mixte, telles que présentées, pour tous les scrutins des élections professionnelles du 6 décembre prochain,

DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits sur les comptes du budget de l'exercice en cours de la Ville,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-154-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-154**

PERSONNEL

Objet : TABLEAU DES EMPLOIS - MODIFICATION

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ; il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant les tableaux actuels des emplois de la Ville de Sète du budget principal et des Pompes Funèbres.

Considérant l'avis du Comité Technique du 12 octobre 2018 requis pour procéder aux seules suppressions de postes.

Afin de procéder à une mise à jour des tableaux des emplois, il convient aujourd'hui de réaliser les suppressions et créations de postes nécessaires aux mouvements divers de personnel et les divers départs.

Il est ainsi proposé les créations et suppressions suivantes auxdits tableaux des emplois, qui entreront en vigueur au 16 octobre 2018 :

✱ **BUDGET VILLE**

SUPPRESSION DE POSTES	CREATION DE POSTES
<p><u>Filière Administrative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Attaché (Catégorie A) à temps complet ✱ 4 postes d'Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet <p><u>Filière Technique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Agent de maîtrise principal (Catégorie C) à temps complet ✱ 5 postes d'Agent de maîtrise (Catégorie C) à temps complet ✱ 4 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet ✱ 10 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet ✱ 12 postes d'Adjoint technique territorial (Catégorie C) à temps non complet <p><u>Filière Culturelle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet ✱ 1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet <p><u>Filière Police Municipale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste de Chef de police municipale (Catégorie C) à temps complet 	<p><u>Filière Technique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 17 postes d'Adjoint technique territorial (Catégorie C) à temps complet <p><u>Filière Animation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet <p><u>Filière Police Municipale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste de Gardien Brigadier (Catégorie C) à temps complet

* **BUDGET POMPES FUNEBRES**

SUPPRESSION DE POSTES	CREATION DE POSTES
	<p><u>Filière Administrative</u></p> <p>* 1 poste d'Adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet</p>

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

DECIDE d'adopter les tableaux des emplois présentés en annexes prenant en compte ces créations au 16/10/2018,

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits sur les comptes du budget de l'exercice en cours de la Ville, du budget de l'exercice en cours des Pompes Funèbres,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

BUDGET PRINCIPAL



ville de sète

TABEAU DES EFFECTIFS

Code Budget = 01

Date d'observation = 15/10/2018

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
Collaborateur de cabinet	3		3			
Sous-total	3		3			
Enseignement artistique						
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère clas	4		4			
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2èm	1		1			
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	8	6	8	6		
Sous-total	13	6	13	6		
Patrimoine et bibliothèques						
Adjoint territorial du patrimoine	27	2	25	2	2	
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	4		4			
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	4		4			
Assistant de conservation principal de 1ère classe	2		2			
Assistant de conservation principal de 2ème classe	1		1			
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	1		1			
Conservateur (patrimoine)	1		1			
Conservateur en chef (patrimoine)	1		1			
Sous-total	41	2	39	2	2	
Secteur administratif						
Adjoint administratif territorial	24	1	24	1		
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	43		42		1	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	66		65		1	
Administrateur général	1				1	
Attaché	9		8		1	
Attaché hors classe	2		2			
Attaché principal	6		6			
Directeur territorial	4		4			
Rédacteur	7	1	7	1		
Rédacteur principal de 1ère classe	8		8			
Rédacteur principal de 2ème classe	4		4			
Sous-total	174	2	170	2	4	
Secteur animation						
Adjoint territorial d'animation	59	17	56	16	3	1
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	2		2			
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	14		14			
Animateur	2		2			
Animateur principal de 1ère classe	4		4			

BUDGET PRINCIPAL

TABLEAU D' EFFECTIF

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
Secteur animation (Suite)						
Sous-total	81	17	78	16	3	1
Secteur emplois fonctionnels						
Directeur général adjoint des services des communes de 40	3		3			
Directeur général des services des communes de 40 à 80.000	1				1	
Sous-total	4		3		1	
Secteur médico-social						
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe						
Sous-total						
Secteur police municipale						
Brigadier-chef principal	25		24		1	
Chef de police municipale	1		1			
Chef de service de police municipale	1		1			
Chef de service de police municipale principal de 1ère cla	2		2			
Chef de service de police municipale principal de 2ème cla						
Directeur de police municipale	1		1			
Gardien-brigadier	14		13		1	
Sous-total	44		42		2	
Secteur social						
Agent social	6		6			
Agent social principal de 1ère classe	1		1			
Agent social principal de 2ème classe	1		1			
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles mater	17		17			
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles mater	19		19			
Assistant socio-éducatif						
Conseiller socio-éducatif						
Conseiller supérieur socio-éducatif	1		1			
Educateur principal de jeunes enfants	1		1			
Sous-total	46		46			
Secteur sportif						
Educateur territorial des A.P.S	3		3			
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	6		6			
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	2		2			
Opérateur A.P.S. principal	2		2			
Sous-total	13		13			
Secteur technique						
Adjoint technique territorial	154	23	147	23	7	
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	48	2	48	2		
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	89	7	88	7	1	
Agent de maîtrise	57		56		1	
Agent de maîtrise principal	57		57			
Ingénieur	4		3		1	
Ingénieur en chef	2		1		1	
Ingénieur en chef hors classe	1		1			

BUDGET PRINCIPAL

TABLEAU D' EFFECTIF

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
Secteur technique (Suite)						
Ingénieur principal	1		1			
Technicien	6		4		2	
Technicien principal de 1ère classe	14		14			
Technicien principal de 2ème classe	3		2		1	
Sous-total	436	32	422	32	14	
Total	855	59	829	58	28	1

BUDGET PRINCIPAL POMPES FUNEBRES



ville de sète

TABLEAU D'EFFECTIF

Code Budget = 04

Date d'observation = 16/10/2018

Emplois de Permanent

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TN
AUTRES EMPLOIS						
Agent technique (Droit privé)	9		8		1	
Sous-total	9		8		1	
Secteur administratif						
Adjoint administratif territorial	1				1	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	1		1			
Attaché principal	1		1			
Rédacteur	1		1			
Sous-total	4		3		1	
Secteur technique						
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe						
Agent de maîtrise	2		2			
Agent de maîtrise principal	3		2		1	
Technicien principal de 1ère classe						
Sous-total	5		4		1	
Total	18		15		3	

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-155

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées.

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant l'avis préalable de la CAP intervenue le 14 septembre 2018,

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale modifiés prévoient notamment que les agents fonctionnaires territoriaux, peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissement publics ou d'organismes d'intérêt général (association...).

La ville de Sète souhaite poursuivre une mise à disposition de fonctionnaire territoriaux qui donnera lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférentes aux emplois concernés.

Il s'agit de :

- Madame Céline FORMATO, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire auprès du «Club des Aînés Sétois», à compter du 15 Novembre 2018 pour 1 an afin d'assurer les missions d'assistante, en charge des activités administratives, et de l'encadrement des groupes en sortie,
- Madame Lisia HAMIDANI, adjoint administratif territorial auprès de Sète agglomération Méditerranée à raison de 50% (soit 17.5 heures hebdomadaires) du 1er octobre 2018 au 31 octobre 2018, à raison de 50 % de son temps de travail afin d'assurer les fonctions de secrétaire du Cabinet des Elus,
- Monsieur Jean Louis MASSON Technicien principal de 1ère classe est mis à disposition auprès de Sète agglomération Méditerranée et plus particulièrement auprès du service bâtiments infrastructures pour permettre notamment l'interface avec le prestataire DALKIA dans la gestion des piscines du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.
Dans ce cadre, il est souhaité modifier cette mise à disposition quant à sa quotité de temps de travail dévolue, en l'augmentant de 20% soit une mise à disposition à 100%.

Les conditions de ces mises à dispositions sont précisées par conventions entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon les projets joints.

Ces projets ont été soumis à l'avis de la commission Administrative Paritaire compétente qui a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

PREND ACTE

de ces projets de mise à dispositions et des conventions afférentes jointes en annexes,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ces dossiers.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-156-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018

ville de sète 

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-156**

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION RAUSA GERMINAL

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

La ville de Sète souhaite bénéficier d'une mise à disposition de main d'œuvre temporaire de la part de la SPL BT qui donnera lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférentes pour la partie du temps concernée.

Il s'agit de :

- Monsieur Germinal RAUSA, en charge d'opérations Patrimoine et Sécurité des ouvrages de qualification, qui interviendra pour la ville et plus particulièrement le Pôle Patrimoine et Immobilier, à raison de 20% de son temps

Cette mise à disposition interviendrait du 1^{er} novembre 2018 au 30 septembre 2019.

Les conditions de ce prêt de main d'œuvre sont précisées par convention entre son employeur et la collectivité selon la convention jointe.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

PREND ACTE


de ce projet de mise à disposition et de la convention afférente jointe en annexe,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-157

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

La décision modificative a pour objet de modifier les autorisations budgétaires initiales pour tenir compte des événements de toutes natures susceptibles de survenir en cours d'année, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 2018 du budget principal de la commune qui se présente ainsi :

- M 14 -

SECTION DE FONCTIONNEMENT

NIVEAU DE VOTE	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
	<u>DEPENSES REELLES</u>		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	141 027,00	
012	CHARGES DE PERSONNEL	-200 000,00	
014	ATTENUATION DE PRODUITS	88 540,00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-6 567,00	
73	IMPOTS ET TAXES		80 000,00
	TOTAL OPERATIONS REELLES FONCTIONNEMENT	23 000,00	80 000,00
	<u>OPERATIONS D'ORDRE</u>		
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	64 745,00	
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		7 745,00
	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	64 745,00	7 745,00
	TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	87 745,00	87 745,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

NIVEAU DE VOTE	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
	<u>DEPENSES REELLES</u>		
16	EMPRUNTS	0,00	993 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-2 343,20	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	52 343,20	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000,00	
	TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	1 050 000,00	993 000,00
	<u>OPERATIONS D'ORDRE</u>		
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		64 745,00
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	7 745,00	
	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	7 745,00	64 745,00
	TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	1 057 745,00	1 057 745,00

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 2018 du budget principal,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-158-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-158

FINANCES

Objet : BUDGET PORT DES QUILLES 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La décision modificative a pour objet de modifier les autorisations budgétaires initiales pour tenir compte des événements de toutes natures susceptibles de survenir en cours d'année, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe PORT DES QUILLES, s'équilibrant ainsi :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Niveau de vote	Service Gestionnaire	Imputation nature	Libellé	Dépenses	Recettes
			<u>OPERATIONS REELLES</u>		
011			CHARGES A CARACTERE GENERAL	-32 000,00	
012			CHARGES DE PERSONNEL ET ASSIMILES	32 000,00	
			TOTAL OPERATIONS REELLES	0,00	0,00
			TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	0,00	0,00
			TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe du PORT DES QUILLES,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme

Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-159

FINANCES

Objet : BUDGET CFA 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

La décision modificative a pour objet de modifier les autorisations budgétaires initiales pour tenir compte des événements de toutes natures susceptibles de survenir en cours d'année, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 2018 du CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS qui se présente ainsi :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Niveau de Vote	libellé	Dépenses	Recettes
012	Opérations réelles Charges de Personnel	17 858,00	
73	Produits de fiscalité		17 858,00
	TOTAL OPERATIONS REELLES FONCTIONNEMENT	17 858,00	17 858,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Niveau de Vote	libellé	Dépenses	Recettes
21	Opérations réelles Immobilisations corporelles	114 727,00	
13	Subvention Région		114 727,00
	TOTAL OPERATIONS REELLES INVESTISSEMENT	114 727,00	114 727,00

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 2018 du budget annexe du CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
 Par délégation du Maire,
 La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-160

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

FINANCES

Objet : AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES DE 1M D'EUROS A LA SA ELIT

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète souhaite disposer d'un outil opérationnel capable d'intervenir rapidement sur des opérations immobilières ponctuelles pour mettre en œuvre la politique de requalification urbaine et de dynamisation économique. La SA ELIT a donc engagé un nouvel axe stratégique de développement au travers d'une activité patrimoniale en propre.

Cette activité patrimoniale répond à un besoin du territoire de disposer d'un outil pour procéder à l'étude et à la réalisation d'opérations d'aménagement et de construction ou de tous projets se rapportant au développement touristique et économique susceptibles de répondre aux besoins de la population permanente ou saisonnière.

Cette activité consistera notamment à :

- l'acquisition de biens à destination de logement, bureaux ou commerces,
- l'acquisition de fonds de commerce,
- la gestion locative de biens,
- la vente des biens,

- la réalisation d'opérations en promotion.

Elle pourra, par ailleurs, nécessiter de prendre des participations financières minoritaires ou majoritaires dans le capital de sociétés commerciales ou de sociétés civiles notamment immobilière dans le respect de la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de son activité patrimoniale en nom propre, pour disposer des moyens financiers suffisants pour réaliser ces opérations, la SA Elit demande à la Ville de Sète de lui consentir un apport en compte courant d'associé d'un montant de 1 000 000,00 € pour une durée d'un an pouvant être prorogée une seule fois pour une durée identique. Le montant et la durée de cette avance correspondent aux besoins financiers identifiés pour l'année 2018.

Au terme de cette durée, l'apport sera soit intégralement remboursé à la Collectivité, soit transformé en augmentation de capital.

La convention ci-jointe en annexe a pour objet de définir les modalités de versement à la SA ELIT d'un apport en compte courant d'associé visant à renforcer la trésorerie de la société et à financer son activité propre.

Le Conseil d'Administration de la SA Elit du 8 octobre a approuvé :

- la demande auprès de la Ville de Sète d'un apport en compte courant d'associé d'un montant de 1 000 000,00 € pour une durée d'un an pouvant être prorogée une seule fois pour une durée identique ;
- la convention ayant pour objet de définir les modalités de cet apport en compte courant d'associé.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

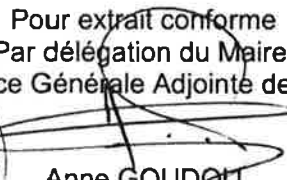

APPROUVE

les termes de la convention ayant pour objet de définir les modalités d'un apport en compte courant d'associé d'un montant de 1 000 000,00 €, demandé par la SA Elit auprès de la Ville, pour une durée d'un an pouvant être prorogée une seule fois pour une durée identique ;

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous actes inhérents à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181015-D-2018-161-DE
Date de télétransmission : 17/10/2018
Date de réception préfecture : 17/10/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 OCTOBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-161

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : VACANCE D'UN POSTE DE CONSEILLER COMMUNAUTAIRE - ELECTION

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le siège de conseiller communautaire occupé précédemment par Monsieur Antoine DE RINALDO est vacant, suite à son décès soudain.

Comme le prévoit l'article L. 5211-6-2 du CGCT, « *En cas de vacance pour quelque cause que ce soit, d'un siège de conseiller communautaire pourvu en application des b et c, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions prévues au b.* ».

Les dispositions de l'alinéa b) du même article sont les suivantes

b) S'il n'a pas été procédé à l'élection de conseillers communautaires lors du précédent renouvellement général du conseil municipal ou s'il est nécessaire de pourvoir des sièges supplémentaires, les conseillers concernés sont élus par le conseil municipal parmi ses membres et, le cas échéant, parmi les conseillers d'arrondissement au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation, chaque liste étant composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Si le nombre de

candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes ;

La commune compte actuellement 19 délégués au sein du Conseil communautaire de Sète agglôpole Méditerranée selon la composition issue de la délibération du Conseil Municipal du 26 octobre 2016 désignés en application de l'alinéa c) de l'article L. 5211-6-2 du CGCT.

La présente délibération a pour objet de procéder à l'élection d'un délégué de la commune parmi les membres du Conseil Municipal, en remplacement du délégué dont le siège est à pourvoir.

Pour être prises en compte, les listes devront impérativement être déposées auprès de Monsieur le Maire jusqu'à l'ouverture de la présente séance du Conseil municipal. A cet effet, un modèle type de formulaire de dépôt de liste est joint à la présente délibération ;

A l'ouverture de la séance, ont été déposées les listes suivantes :

- **Liste déposée par la majorité municipale**

M. Jean-Claude GROS

- **Liste déposée par Bleu Marine**

M. Gaétan LIGUORI

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

DECIDE de procéder à l'élection du délégué de la commune de Sète dont le siège est vacant au sein du Conseil Communautaire de Sète Agglôpole Méditerranée

PROCEDE aux opérations de vote :
Nombre de votes en faveur de « Liste Majorité municipale » : 36
Nombre de votes en faveur de « Liste Bleu Marine » : 2
Bulletins blancs : 3

DESIGNE le délégué de la commune suivant au sein du Conseil Communautaire de Sète Agglôpole Méditerranée

M. Jean-Claude GROS

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes inhérents à l'application de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.